

L'usine de Gien sous haute tension

Après avoir séquestré jeudi, en vain, le directeur de l'usine, Aldo Filippi, les salariés licenciés ont incendié mardi soir, une partie du stock, pour obtenir l'indemnité promise de 32 000 euros.

« C'est de la provocation » confiait Corinne Guérineau en évoquant mardi soir la proposition faite aux représentants des salariés sur le montant de l'indemnité supra-légale que leur offraient les représentants de Proma à l'issue d'une réunion qui s'est tenue au tribunal de commerce d'Orléans : 6 000 euros le 20 avril, et 6 000 euros le 30 septembre une fois le stock de pièces vendus à Lear. On est donc loin, très loin de la somme de 32 000 € promise dans le protocole d'accord signé par les dirigeants de Proma en septembre 2008 !

« On a été reçu comme des mal-propres dans un couloir sur un banc, cela a duré cinq minutes et on nous a fait qu'une proposition orale » rapportait la représentante CFDT des salariés au sujet de cette réunion promise aux représentants syndicaux à l'issue de la séquestration du directeur Aldo Filippi jeudi dernier. « On ne nous a même pas écoutés », ajoute la déléguée du personnel qui avait été convoquée avec sa collègue Sylvie Geerts et le délégué Force Ouvrière, Jean-Joseph Galéa à cette réunion dont le lieu avait été tenu secret jusqu'au dernier moment, sans doute pour empêcher tout mouvement d'humeur des salariés.

Le directeur du site séquestré et des bouteilles de gaz sur la chaîne de peinture

En effet, tout avait commencé jeudi 25 mars en début d'après-midi par la décision des salariés de Proma de



Jeudi 25 mars en début d'après-midi les salariés ont décidé de séquestrer leur directeur, Aldo Filippi, dont ils ont bloqué la voiture avec un engin de levage sur le parking de l'usine.

séquestrer leur directeur, Aldo Filippi suite aux précédentes réunions et coups de fils infructueux pour faire avancer le dossier en début de semaine dernière. Le groupe Proma par la voix de son PDG Georgio Pino avait même annoncé qu'il n'aurait pas au-delà d'une prime de 10 000 €

contre les 32 000 € nets annoncés lors de la signature du protocole en septembre 2008 !

Cette annonce a fait monter la pression d'un cran au sein de l'usine jeudi dernier et les salariés ont décidé de retenir le directeur italien du site dans son bureau tandis que d'autres pla-



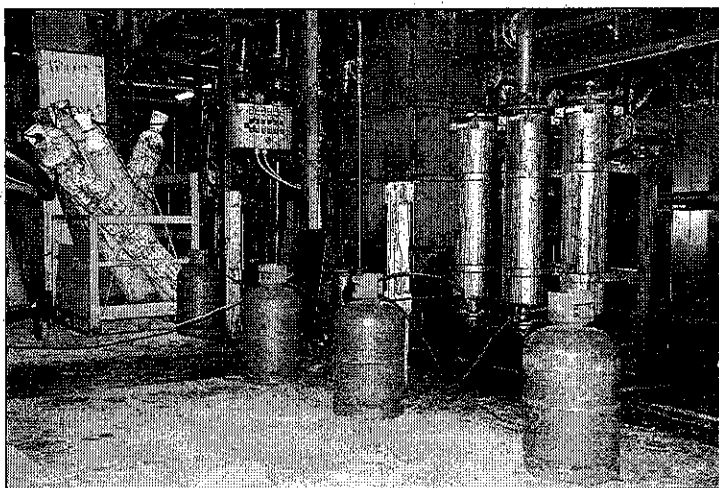
Aldo Filippi, directeur de Proma France et du site de Gien, a été retenu dans son bureau moins de 24 heures. Lui-même salarié, il est également licencié...



Dans le hall d'accueil de l'usine, jeudi après-midi, Jean-Pierre Hurtiger fait part de l'évolution des discussions aux représentants du personnel et à quelques salariés présents pour empêcher la sortie du directeur



Dans le hall d'accueil de l'usine, jeudi après-midi, Jean-Pierre Hurtiger fait part de l'évolution des discussions aux représentants du personnel et à quelques salariés présents pour empêcher la sortie du directeur



Dès jeudi, les salariés avaient montré leur détermination en attachant des bouteilles de gaz à la chaîne de peinture

Proma

Réactions désabusées

Amers, fatigués après trois semaines d'occupation, presque désespérés pour certains, les salariés de Proma continuent leur lutte. Une cinquantaine d'entre eux étaient présents mardi lorsque le feu a été mis aux racks contenant une petite partie du stock.

Voici quelques propos recueillis dans ce moment de tension :

« On a à faire à des bandits que la loi protège... Pourquoi ne serait-on pas protégé aussi ? »

« Aucun politique ne s'intéresse à nous. Nous n'avons vu personne du Conseil régional, ni du Conseil général. On ne sait pas où est passé notre député à moins qu'il agisse en sous-marin. Mais alors, il faudrait qu'il fasse surface » (NDLR : signalons que le sénateur Jean-Pierre Sueur, ainsi que le conseiller général-maire de Gien, Jean-Pierre Hurtiger se sont rendus sur place).

« On va finir par comprendre les jeunes de banlieue quand ils brûlent tout »

« En France, les salariés sont devenus de la m... »

« On paie à prix d'or des administrateurs pour soi-disant trouver une solution à nos problèmes. Ils n'ont pas cherché beaucoup et en plus ils se permettent de nous faire la morale ».

« On nous pousse à bout, à être violent. Mais nous, on n'a pas envie d'être violent ».

Evelyne, 54 ans, accepte de parler de sa situation : « c'est dommage d'en arriver là. J'espérais aller jusqu'à la retraite et même plus loin pour avoir des revenus décents et ne pas vivre aux crochets de mes enfants. On va retourner à la solidarité parents-enfants. On n'a pas le choix.

On ne se sent pas soutenus. Certains font pire que nous et ils obtiennent ce qu'ils veulent. Nous rien ».

Cela résume bien le sentiment dominant : qui peut s'intéresser aux salariés d'une petite entreprise de sous-traitance qui ne pèse rien économiquement et médiatiquement ? Des salariés qui jouent la solidarité et gardent leur dignité pour défendre l'essentiel de leur vie.

caient des bouteilles de gaz sur la chaîne de peinture pour montrer leur détermination.

L'annonce de cette séquestration du directeur a conduit la sous-préfète de Montargis à se déplacer sur les lieux jeudi après-midi aux côtés du maire Jean-Pierre Hurtiger pour débloquer cette situation de crise.

En fin de soirée, le maire avait pu annoncer aux salariés que Proma s'engageait à rencontrer les salariés dès mardi 30 mars avec la venue de l'adjoint du patron de Proma, Luigi Bollino.

Les salariés n'avaient pas décidé pour autant de libérer leur directeur Aldo Filippi qui « comprenait leur action » mais « n'acceptait pas la méthode, indigne d'un pays comme la France ». Il avait clairement indiqué qu'il ne jouerait plus les intermédiaires si sa rétention se poursuivait !

Finalement vendredi matin, les trois délégués syndicaux FO et CFDT prenaient la décision de le libérer à 7 h 50, en raison « de la menace d'une intervention des forces de l'ordre à 8 h », de nombreux gendarmes ayant été signalés à proximité du site, prêts à intervenir. C'est ce qu'ils ont expliqué aux salariés, préférant ainsi rester dans les lieux pour poursuivre l'occupation de l'usine alors qu'ils en auraient été expulsés vraisemblablement par les forces de l'ordre.

Une proposition qui met le feu....

Comme convenu mardi 30 mars, les trois délégués ont été pris en



Jeudi en fin d'après-midi, Maria-Dolorès Martinez-Pommier, sous-préfète de Montargis, s'est rendue sur place et dialogue ici avec Sylvie Geerts, représentante du personnel.

charge par un cadre de Proma France qui les a conduits dans un lieu tenu secret qui s'est avéré être le tribunal de commerces d'Orléans ! En fait, de réunion, il n'y en a pas eu pour les trois délégués qui ont longuement attendu dans la salle des pas perdus que MM. Aldo Filippi, directeur du site giennois, Luigi Bollino, adjoint du PDG de Proma, Me Bailly, avocat du groupe italien et Me Jousset, liquidateur poursuivent leurs négociations téléphoniques avec Lear, le principal donneur d'ordre et le PDG italien, Giorgio Pino.

A l'issue de ces échanges, Lear aurait proposé le rachat du stock auquel s'ajouterait une somme de 100 000 €. Le PDG italien offrait 12 000 € d'indemnités supra-légales à ses salariés, versés en deux fois, après la vente du stock. Mes Bailly et Jousset auraient essayé sans succès d'obtenir une somme de 18 000 € par salarié.

Une proposition jugée indécente par les salariés, amers et qui consta-



Mardi 30 mars, les salariés mécontents de la proposition du Groupe Proma, ont mis leur projet d'incendier une partie du stock à exécution.

tent qu'une fois de plus, rien n'est écrit. Avec leurs représentants syndicaux, ils s'interrogent sur le fait que Lear ait pu livrer en peu de temps des sièges de la 407 à Peugeot alors qu'ils sont fabriqués à Gien avec des pièces spécifiques. La délégation CFDT de Peugeot s'en est d'ailleurs inquiétée auprès de sa direction.

Autant dire qu'au retour d'Orléans des trois délégués, la colère était grande chez les salariés licenciés qui, dans la journée avaient préparé sur le parking un stock de pièces en vue d'y mettre le feu si un accord satisfaisant n'était pas trouvé !

C'est ce qui s'est passé mardi soir vers 21 h où des pneus et palettes ont été enflammés dans une partie du stock comprenant des milliers de pièces, sous l'œil des gendarmes giennois et des automobilistes de passage. Une deuxième action spectaculaire qui n'est sans doute pas la dernière des salariés toujours mobilisés à l'issue d'une troisième semaine d'occupation de leur usine.